

Initiatives ministérielles

que et nuirait au bien-être de la population de la province.

Qui faut-il croire? Que ce soit très clair. Je suis allé en Alberta plus d'une fois. Partout où je vais dans cette province, je rencontre toujours des gens qui savent que je suis libéral. Ça ne me déplairait certes pas d'entendre les gens dire: «Vous savez, Doug Young, qui vient du nord du Nouveau-Brunswick, d'une petite ville appelée Tracadie, est venu nous dire que la TPS n'est pas une bonne chose pour nous.» Ils ne s'inquièteraient pas du fait que je vienne de Tracadie, mais il en irait tout autrement du fait que je suis un libéral. En effet, les libéraux ont plutôt mauvaise presse dans l'Ouest, à plus forte raison s'ils viennent de l'Est.

• (1530)

Si c'était moi qui présentait ce genre de proposition, il serait compréhensible que les Albertains se méfient. Mais, la fin de semaine dernière, le premier ministre de l'Alberta, dans un congrès, a dû faire face à des difficultés à propos de questions qui touchent l'avenir de notre pays. Ce n'est ni le lieu ni le moment d'en parler. Je crois que tous les Canadiens d'un océan à l'autre étaient fiers que les Albertains et leur gouvernement aient pris fait et cause pour le Canada. Moi en tout cas j'en suis fier.

Des voix: Bravo!

M. Young (Gloucester): Le gouvernement de l'Alberta devait par ailleurs se débattre contre l'imposition par ses collègues d'Ottawa d'une taxe sur les produits et services. Je ne veux pas me concentrer uniquement sur l'Alberta. Je ne saurais trouver de meilleur exemple pour démontrer que les conservateurs ont une vision dichotomique du pays. Ce parti provincial qui est au pouvoir depuis longtemps, sous la direction aujourd'hui de M. Getty, qui a succédé à M. Lougheed, a pris position au cours d'un congrès officiel qui portait sur les grandes questions comme l'unité nationale et l'économie et où le premier ministre a reçu un appui sans réserve, et pourtant des gens ont l'audace de dire ici et à l'extérieur que les libéraux et les membres du Nouveau Parti démocratique refusent la taxe sur les produits et services pour des raisons partisans.

Les Canadiens comprennent sûrement que si le premier ministre et le trésorier de cette province, MM. Getty et Johnston, s'opposent à la taxe, ce n'est pas pour des raisons partisans. Ce doit être parce qu'ils compren-

nent mieux que quiconque quel en sera l'impact sur l'économie de leur province.

Dans la suite de ce débat sur ce que le gouvernement veut faire aux Canadiens en leur imposant la TPS, je demande à mes concitoyens de faire bien attention de ne pas contester les intentions de ceux qui signalent les problèmes que risque de poser la taxe sur les produits et services, mais bien celles des personnes qui prétendent détenir la vérité et qui soutiennent que leur façon de voir cette affaire est la seule bonne et qu'on serait fou de ne pas y adhérer. Le gouvernement ne discute jamais en toute objectivité. Il s'arrange toujours pour présenter les choses indirectement, comme au travers d'un prisme, d'un écran ou d'une série de miroirs. Il dit de la taxe qu'elle ne va pas accroître ses recettes, mais il dit aussi qu'elle servira à réduire le déficit. Je suis moi-même ahuri parfois des explications très compliquées que fournissent les conservateurs à l'égard du projet de loi C-62.

Pour en revenir à la question des solutions de rechange, les Canadiens doivent savoir que le gouvernement albertain propose dans son rapport une façon claire de procéder.

D'abord, il insiste sur la nécessité de procéder à une véritable réforme de la fiscalité. C'est un problème qu'il faut aborder, en effet, lorsqu'on parle de taxe sur les produits et services. On estime à l'heure actuelle au Canada que la taxe sur les ventes des fabricants doit être abolie, et il faudra certes l'abolir en temps opportun, lorsqu'on aura mis au point un bon régime fiscal. En rejetant la taxe sur les produits et services, le gouvernement albertain ne s'est pas empressé de proposer une solution de rechange précise, mais il a recommandé qu'on procède à des consultations en vue d'une réforme fiscale.

C'est là que réside la clé du problème, à mon avis. Voyons ce qui s'est passé au Canada ces quatre ou cinq dernières années. Nous avons absorbé une trentaine de hausses d'impôt. Comme on a pu le constater lors de la présentation du dernier budget, la capacité des Canadiens de financer les programmes sociaux provinciaux et municipaux a considérablement diminué. Le gouvernement fédéral agit de façon arbitraire dans bien des secteurs et cette taxe sur les produits et services en est un bon exemple.

En avril dernier, tous les ministres provinciaux et territoriaux des Finances se sont réunis à Ottawa avec leur homologue fédéral. Après avoir décidé, du moins c'est ce que nous avons cru à ce moment-là, d'entreprendre des